

**INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS ET CLIMAT DES
AFFAIRES DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE DU NORD :
ANALYSE COMPARATIVE DANS LE CADRE DU
CLASSEMENT « DOING BUSINESS »**

Par

Hicham LAM'HAMMDI

**Doctorant en Sciences Economiques et Gestion, FSJES Fès, Ben Abdellah,
Laboratoire de Recherche en Management, Finance et Economie Sociale
(LAREMFES), Université Sidi Mohamed.**

&

Mohammed MAKHTARI

**Professeur, FSJES Fès, Laboratoire de Recherche en Management Finance
et Economie Sociale (LAREMFES), Université Sidi Mohamed Ben
Abdellah.**

Résumé :

Cet article a pour objectif de présenter l'état des lieux du climat des affaires dans les pays de l'Afrique du Nord à savoir l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie, et cela par référence au rapport « **Doing Business** » établi par la banque mondiale. Pour ce faire, nous avons procédé par une analyse détaillée de chacun des indicateurs « **Doing Business** » depuis 2012 jusqu'au dernier rapport « **Doing business 2020** ». Ensuite, nous avons essayé d'analyser l'interaction entre le climat des affaires et l'attractivité des Investissements Directs Etrangers (IDE) dans ces pays. Les résultats de notre analyse, ont montré que dans le cas des pays de l'Afrique du Nord, le climat des affaires à lui seul ne peut pas être un facteur déterminant pour l'attractivité des IDE (sans négliger le rôle primordial que joue ce dernier).

Mots clés : Climat des Affaires, Doing Business, Afrique du Nord, Attractivité des IDE

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

Classification JEL : F21 ; F23 ; O57

Abstract :

The purpose of this article is to present the state of the art of the business climate on the basis of the World Bank's "Doing Business" report in the North African countries of Algeria, Egypt, Morocco and Tunisia. Through a detailed analysis of each indicator from 2012 to the latest "Doing Business 2020" report. Then we tried to analyse the interaction between the business climate and the attractiveness of Foreign Direct Investment (FDI) in these countries. The results of our analysis showed that in the case of North African countries, the business climate alone cannot be a determining factor for the attractiveness of FDI (Without neglecting the essential role played by the business climate).

Keywords : Business Climate, Doing Business, North Africa, FDI Attractiveness.

JEL Classification: F21 ; F23 ; O57

Introduction :

Depuis les années 80, à l'instar des pays en développement, les pays de l'Afrique du Nord (principalement l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie), ont essayé d'aménager une panoplie de réformes (juridiques, institutionnelles, financières...) pour améliorer l'attractivité de leurs territoires vis-à-vis des investissements étrangers et en même temps inciter les entrepreneurs locaux. De ce fait, avec le lancement du projet du classement « Doing Business » par la banque mondiale en 2003, et qui constitue le miroir de la pratique des affaires dans un pays donné, en analysant, par un ensemble d'indicateurs, le déroulement des activités des entreprises depuis leurs créations jusqu'à le règlement en cas d'insolvabilité. Les pays ont essayé de créer des comités pour suivre les recommandations issues de ce projet voir même travailler en collaboration avec la banque mondiale pour adapter la législation nationale avec les normes internationales dans le domaine de l'environnement des affaires. À ce titre, l'Algérie, a créé le Comité National dédié à l'Amélioration de l'Environnement des Affaires (CNAEA) en 2012, l'Égypte, a lancé l'Initiative Egyptienne de la réforme de l'Environnement des affaires (ERRADA) en 2008, le Maroc de sa part, a créé en 2009 le Comité National de l'Environnement des Affaires (CNEA)... Ces Comités ont tous pour vocation la préparation d'un terrain propice à l'entrepreneuriat et à l'investissement productif au profit des opérateurs nationaux et internationaux.

Sur la base de tous ce qui précède, un ensemble de questionnements nous interpelle, et sur la base desquels notre réflexion sera articulée :

- Qu'est-ce qu'on entend par « climat des affaires » ?
- Comment peut-on juger le climat des affaires en Afrique du Nord ?
- Existe-il une relation entre l'attractivité des Investissements Directs étrangers (IDE) et le climat des affaires dans les pays de l'Afrique du Nord ?

Pour répondre à ces questionnements, D'abord nous présenterons la notion du climat des affaires « **Doing Business** » et ses indicateurs, ensuite, nous exposerons l'état des lieux du climat des affaires en Afrique du Nord, à l'aide d'une analyse détaillée de chacun des indicateurs « **Doing Business** » depuis le rapport de 2012 jusqu'à celui de 2020, publié

récemment¹. Et enfin, nous mettrons en lumière l'interaction entre le climat des affaires et l'attractivité des IDE.

1. Climat des affaires et IDE : Cadre Conceptuel

1.1. Définitions du Climat des affaires :

Il existe plusieurs définitions du climat des affaires, nous pouvons citer, entre autres, **(Alouache& Ait Taleb, 2017)** qui ont défini le climat des affaires comme l'ensemble des lois qui déterminent l'environnement institutionnel du business tout en facilitant la bonne perception de faire des affaires par l'investisseur. Pour **(CONROY et al. 2016)**, un pays peut avoir un climat des affaires favorable grâce à plusieurs politiques « favorables à l'entreprise » notamment la réduction des impôts et la législation relative aux droits de travail. Ainsi, **(Malek et al., 2018)** ont désigné par le climat des affaires, l'ensemble des dispositions (réglementaires et législatives) menées par l'Etat en vue d'assurer la gestion de l'ensemble des activités des opérateurs économiques, ce climat des affaires, regroupe les opportunités et les obstacles que les investisseurs peuvent affronter dans leurs processus d'investissement dans un pays donné.

Pour récapituler, la banque mondiale a défini le climat de l'investissement (ou des affaires) comme « l'ensemble des facteurs propres à la localisation de l'entreprise et qui influent les opportunités de marché ou la volonté des entreprises d'investir à des fins productives, de développer leurs activités et de créer des emplois. Dans ce sillage, les politiques instaurées par les pouvoirs publics ainsi que leur comportement vis-à-vis de ces investissements, ont une influence très importante en raison de leur incidence sur les coûts, les risques et les obstacles à la concurrence **(Banque Mondiale, 2005)** ».

1.2. Doing Business : définition

Le Terme « Doing Business » vient de la langue anglaise, sa traduction en français signifie « Faire des affaires ». C'est un projet conduit par la Banque Mondiale et qui mesure la réglementation des affaires et son application effective dans 190 économies, ainsi que dans certaines villes au niveau infranational et régional.

¹ Nous avons choisi de commencer par le rapport de l'année 2012, par ce qu'avant cette date, il y a l'absence de certains indicateurs spécialement celui du « règlement de l'insolvabilité ». Donc pour garder une homogénéité au niveau de l'analyse nous avons décidé de commencer par le rapport de 2012.

Ce projet qui a été lancé en 2002 (le premier rapport est publié en 2003, avec cinq indicateurs et concerne 133 pays) analyse et mesure la réglementation appliquée aux PME au niveau national tout au long de leur cycle de vie depuis le lancement jusqu'à le déclin. Cette analyse se base sur la collecte des données quantitatives détaillées afin de comparer les cadres réglementaires applicables aux entreprises du monde entier au fil du temps².

Dans l'objectif d'évaluer ce climat des affaires, 10 indicateurs³ sont mis en place. Ils sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Les dix Indicateurs de Doing Business

Indicateur	Description
Création d'entreprise	Il concerne l'ensemble des procédures exigées par les autorités publiques, notamment le coût et le délai qu'un entrepreneur utilise pour créer une entreprise
Obtention des permis de construire	Cet indicateur mesure : les procédures, les coûts et le temps nécessaire pour la construction d'un entrepôt commercial, ainsi que la qualité de la réglementation en matière de construction, les régimes de responsabilité et d'assurance pour les vices cachés, l'efficacité du contrôle de qualité et des mécanismes de sécurité, et les exigences de certification professionnelle.
Raccordement à l'électricité	Il est relatif à l'ensemble des procédures qu'une entreprise doit effectuer afin d'obtenir un raccordement électrique permanent
Transfert de propriété	Ce sont les procédures, les délais et les coûts nécessaires pour une entreprise (de format juridique SARL) pour acheter la propriété d'une autre entreprise (SARL) et transférer le titre de propriété en son nom.
Obtention de prêts	Cet indicateur évalue la protection juridique des prêteurs et des emprunteurs dans le cadre des transactions sécurisées, ainsi que le reportage des informations sur le crédit par le biais de plusieurs sous-indicateurs.
Protection des Investisseurs Minoritaires	Dans le cas de conflits d'intérêts, cet indicateur mesure le niveau de protection des investisseurs minoritaires, ainsi que les droits des actionnaires dans la gouvernance d'entreprise.

² Site Officiel « Doing Business » de la Banque Mondiale : <https://français.doingbusiness.org/fr/about-us> (consulté le 08/10/2019)

³ Dix indicateurs à partir de 2012, auparavant, c'est moins de 10, ainsi, ces derniers restent inchangés depuis cette date, **raison pour laquelle nous avons choisi de commencer l'analyse des rapports de Doing Business à partir de cette date**. Puis, un indicateur spécial a été utilisé avant de 2012, et qui n'a jamais depuis 2012, il s'agit de l'indicateur « Réglementation du marché du travail ».

Païement des impôts et taxes	Cet indicateur comprend l'ensemble des impôts et taxes qu'une entreprise de taille moyenne doit payer ou qui lui sont retenus chaque année (Impôt sur le revenu / bénéfices, l'impôt foncier, la taxe sur les transactions financières...), ainsi que l'ensemble des démarches administratives nécessaires pour leur paiement et le respect des procédures de post-déclaration d'impôts.
Commerce transfrontalier	Il recense les coûts et les délais relatifs au processus d'exportation et d'importation des marchandises.
Exécution des contrats	Dans le cas d'un litige commercial, il mesure le coût et le temps nécessaire pour la résolution de ce dernier, en général cet indicateur évalue la qualité et l'efficacité du système judiciaire.
Règlement de l'insolvabilité	Il étudie le coût, les délais et le résultat des procédures d'insolvabilité pour les entreprises nationales, ainsi que la force du cadre juridique applicable aux procédures de liquidation et de redressement judiciaires.

Source : Banque Mondiale, Méthodologie « Doing Business » : <https://français.doingbusiness.org/fr/methodology> (Consulté le 08/10/2019)

1.3. Définition de l'Investissement Direct Etranger (IDE) :

La définition de l'IDE fait l'objet d'une abondante littérature. Nous allons nous contenter des définitions de l'OCDE et du FMI :

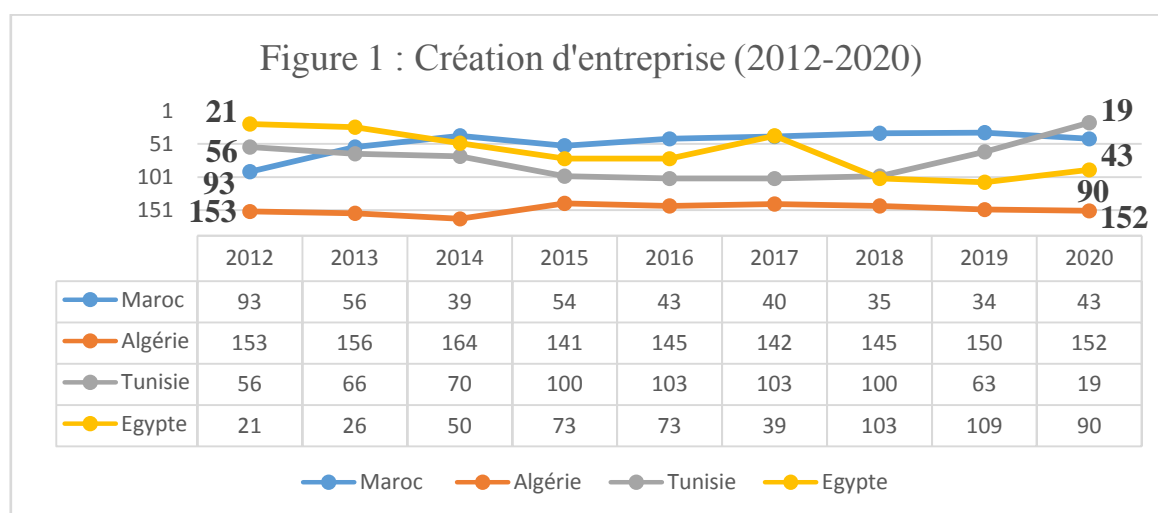
Selon l'OCDE (2008) : « l'investissement direct international (IDI) est une catégorie d'investissement motivé par la volonté d'une entreprise résidente d'une économie (investisseur direct) d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise (entreprise d'investissement direct) qui est résidente d'une autre économie. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation de long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise d'investissement direct et l'exercice d'une influence significative sur la gestion de l'entreprise. L'existence de cette relation est établie dès lors qu'un investisseur résident d'une économie possède, directement ou indirectement, au moins 10 % des droits de vote d'une entreprise résidente d'une autre économie ».

Selon le FMI, « l'investissement direct étranger est l'acquisition d'au moins dix pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote dans une entreprise publique ou privée par les investisseurs non-résidents. Un Investissement direct implique un intérêt durable dans la gestion d'une entreprise et comprend le réinvestissement des bénéfices ».

En étudiant ces deux définitions, nous constatons que l'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant possède un intérêt durable et réalise une influence significative dans la gestion des activités d'une ou de plusieurs entreprises dans un autre pays (autre que le pays de l'investisseur) tout en gardant le seuil minimal de 10% des droits de vote (Lam'hammdi & Makhtari, 2018).

2. Les Indicateurs « Doing Business » aux Pays de l'Afrique du Nord : Etat des lieux

2.1. L'indicateur « Création d'entreprise » :

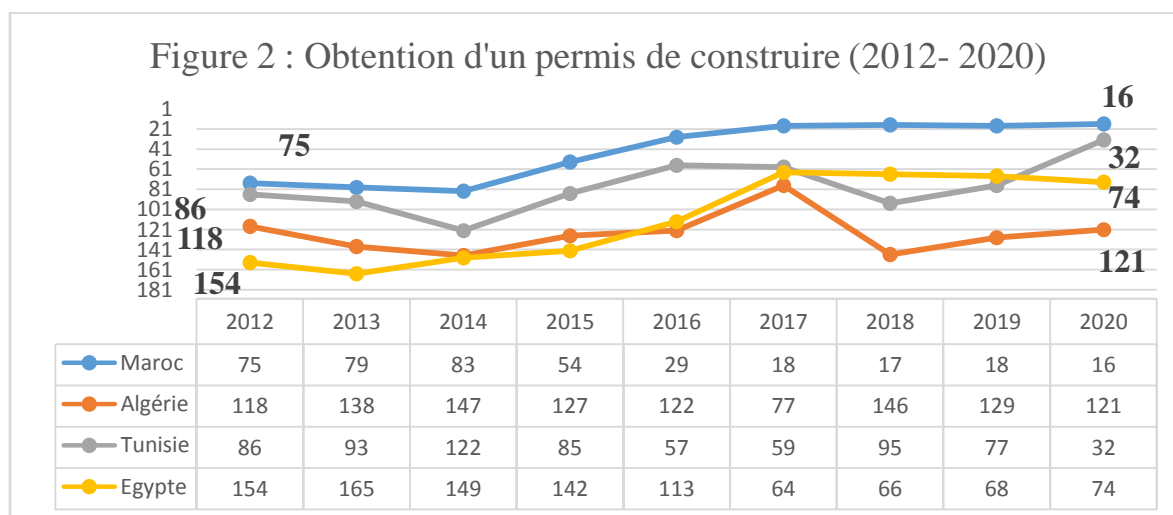


Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

La création d'une entreprise dans les pays de l'Afrique du Nord, diffère d'un pays à autre (procédures exigées par les autorités publiques de chaque pays, coût, délai...). Actuellement, le pays le mieux classé au niveau de cet indicateur est la Tunisie. En effet, après des années de régression (de 2012 à 2017, elle a perdu 47 places), ce pays a entamé une série de mesures afin d'améliorer son classement, notamment la création des guichets uniques, la réduction des frais de création, du délai (passant de 11 jours en 2017 à 8 jours en 2020)... Ces mesures ont permis d'atteindre le 19^e rang au niveau mondial dans le rapport de 2020 (Doing Business 2019 ; 2020). Ensuite, il y a le Maroc, ce dernier a fait un saut remarquable, passant de la 93^e place en 2012 à la 43^e position en 2020, à son tour, une panoplie de mesures sont prises par les autorités publiques pour améliorer la place du pays dans cet indicateur, nous pouvons citer entre autres, la suppression de l'exigence d'un capital minimum pour la création des SARL, l'élimination de l'obligation de déposer une déclaration de création d'entreprise auprès du

Ministère du travail, la mise en place d'une plateforme en ligne pour réserver un nom de la société, la suppression des droits d'enregistrement et les droits de timbre (**Doing Business 2013 ; 2014 ; 2016 ; 2017 ; 2018 ; 2019**), en analysant les rapports Doing Business de la période objet de l'étude, nous constatons que le Maroc est le pays qui a effectué le plus grand nombre de réformes. La 3^{ème} place en Afrique du Nord au niveau de cet indicateur revient à l'Égypte. En fait, il est le seul pays qui a reculé entre 2012 et 2020, en 2012 il a occupé la 21^e position, et en 2020, il est devenu 90^e mondial (il a perdu 69 places), pour faire face à cette dégradation, les pouvoirs publics égyptiens ont commencé par la mise en place de quelques réformes, comme la création d'un guichet unique, la suppression de l'obligation d'obtenir un certificat bancaire et de l'obligation d'obtenir un certificat de non-confusion (**Doing Business 2019 ; 2020**). Enfin, le pays le moins classé parmi les 4 pays objet de notre étude est l'Algérie. Ainsi, le classement de ce dernier n'a pas connu un grand changement en comparant le rapport de 2012 avec celui de 2020, il a gagné une place, passant de 153^e à la 152^e rang mondial, pour se hisser de cette position modeste, le gouvernement algérien a supprimé l'obligation d'obtenir le casier judiciaire des dirigeants ainsi que le capital minimum requis pour la constitution d'une société (**Doing Business 2016 ; 2017**). Cependant, malgré ces mesures, les résultats restent en deçà des attentes, il est donc nécessaire de fournir plus d'efforts pour faciliter la création des entreprises.

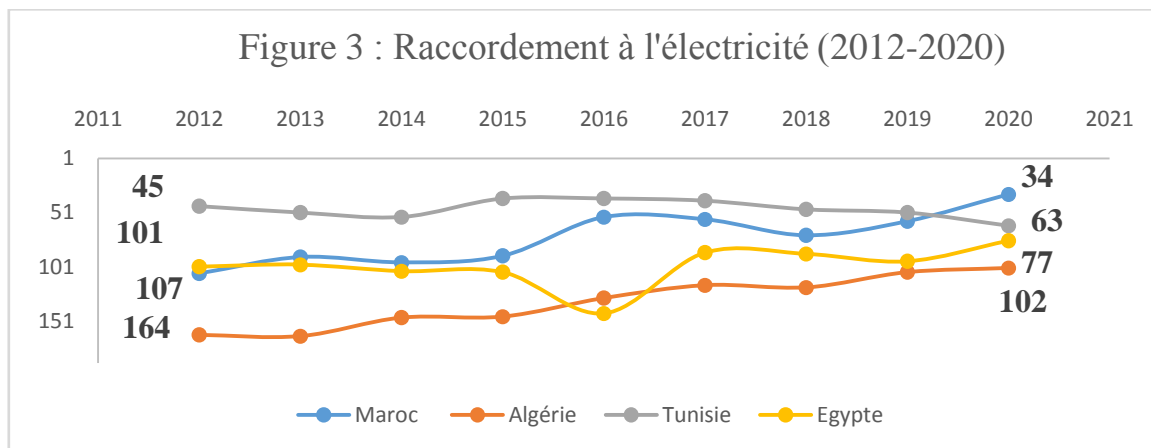
2.2. L'indicateur « Obtention des permis de construire » :



Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

Pour l'indicateur obtention d'un permis de construire, le Maroc a obtenu son meilleur classement sur l'ensemble des indicateurs, il est classé au 16ème rang mondial selon le rapport de 2020, il a gardé sa première place en Afrique du Nord durant toute la période de l'étude. Parmi les mesures qui ont favorisé cette progression nous trouvons, l'ouverture des guichets uniques, la réduction du temps nécessaire pour l'obtention d'un certificat d'urbanisme et enfin le lancement d'une nouvelle version de la plate-forme électronique relative à la gestion numérique des permis de construire (**Doing Business 2012 ; 2016 ; 2020**). Quant à la Tunisie, elle est située dans la 2^{ème} position derrière le Maroc en Afrique du Nord (32^e mondial en 2020), malgré cette progression le rapport de la banque mondiale, n'a mentionné aucune réforme visant l'amélioration de cet indicateur pour la période de l'étude. La 3^{ème} place en Afrique du Nord revient à l'Égypte, ce pays a effectué un saut remarquable, passant de la 154^e à la 74^e place au niveau mondial, gagnant ainsi 80 places. En effet, il a réussi de réduire le temps nécessaire pour l'obtention d'un permis de construire, passant de 218 jours en 2012 à 173 jours en 2019 (**Doing Business 2012 ; 2019**). Enfin, pour l'Algérie, il est le 4^{ème} en Afrique du Nord et le 121^e mondial, il a perdu 3 places par rapport à 2012, mais il a gagné 25 places par rapport à 2018, ainsi, il a atteint son meilleur classement en 2017 (77^e mondial) grâce à quelques réformes soulignées par la banque mondiale notamment, la suppression de l'obligation légale de fournir une copie certifiée conforme d'un titre de propriété lors d'une demande de permis de construire et la réduction du délai d'obtention d'un permis de construire (**Doing Business 2016 ; 2017**).

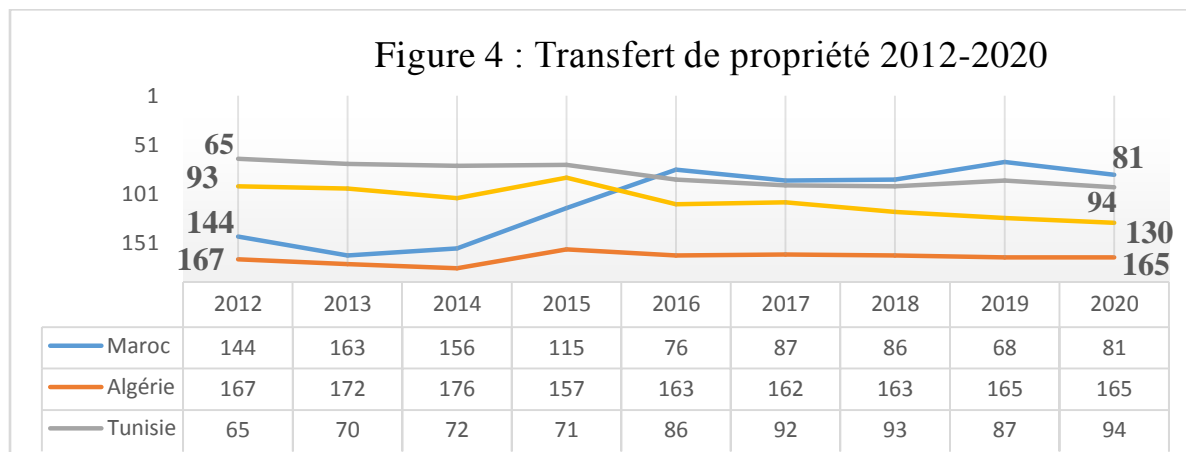
2.3. L'indicateur « Raccordement à l'électricité » :



Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

A l'exception de la Tunisie qui a reculé entre 2012 et 2020 (de la 45^e à la 63^e place), les autres pays ont amélioré leurs classements, d'abord le Maroc a gagné 73 places, passant de la 107^e à la 34^e position, cette hausse spectaculaire, est le résultat de quelques réformes, comme la réduction du temps nécessaire pour obtenir une connexion électrique (44 jours en 2020 contre 71 jours en 2012), la facilitation de l'accès à l'électricité par la généralisation des applications en ligne pour les nouvelles connexions et le développement de l'utilisation des transformateurs (**Doing business 2016 ; 2020**). Ensuite, vient l'Egypte, qui a gagné 24 places, passant de la 101^e à la 77^e position, ce pays a également amélioré la fiabilité de l'approvisionnement en électricité par la mise en place des systèmes automatisés afin de surveiller et signaler les pannes d'électricité (**Doing Business, 2020**). Et enfin l'Algérie, qui a gagné 62 places, passant de la 164^e à la 102^e position, ces dernières années, il a mené plusieurs réformes pour améliorer son classement au niveau de cet indicateur, notamment l'amélioration de la transparence dans le secteur de l'électricité en publiant les tarifs de l'électricité dans les sites Web de la compagnie d'électricité et du régulateur de l'énergie, plus la facilitation du processus d'obtention d'une connexion électrique par la rationalisation des démarches administratives internes et l'octroi de nouvelles licences aux vendeurs de sous-stations préfabriquées (**Doing business 2017 ; 2019**).

2.4. L'indicateur « Transfert de propriété » :

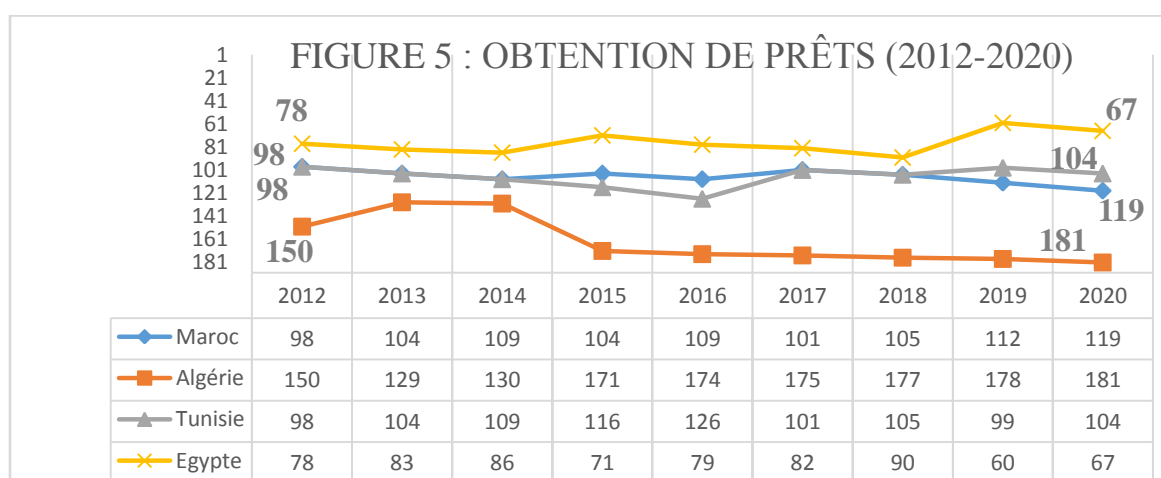


Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

Pour cet indicateur, en 2012, le Maroc est classé 3^{ème} en Afrique du Nord et 144^e mondial, ce classement est le résultat de l'augmentation des frais d'enregistrement de la propriété (**Doing Business, 2013**). Par la suite, et à partir de 2014, il a commencé d'améliorer son classement sur la base de plusieurs mesures, notamment la réduction du temps nécessaire pour l'enregistrement d'un acte de transfert auprès de l'administration fiscale, l'établissement des interconnexions informatiques entre les différentes autorités fiscales, la rationalisation des procédures administratives et du processus d'enregistrement des biens immobiliers (**Doing business 2014 ; 2016 ; 2017 ; 2019**), cependant, entre 2019 et 2020, il a perdu 13 places pour se situer au 81^e rang, cette régression est expliquée la non publication des statistiques sur le nombre de transactions immobilières et de litiges fonciers pour l'année civile précédente, ce qui rend l'enregistrement des biens immobiliers moins transparent selon le rapport (**Doing Business 2020**). Malgré ce recul, le Maroc est devenu depuis 2016, le premier au niveau de cet indicateur. Le 2^{ème} pays dans le classement en Afrique du Nord actuellement est la Tunisie (après avoir être la première en 2012), cette dernière a effectué récemment quelques réformes pour améliorer son classement à savoir, la facilitation de l'enregistrement de la propriété en augmentant la transparence du cadastre, l'accélération de l'enregistrement des biens immobiliers en rationalisant le processus interne de transfert de propriété, et enfin, l'augmentation de la transparence de l'administration foncière en publiant des statistiques sur les transactions immobilières au Registre foncier (**Doing business 2019 ; 2020**). Ainsi, l'Egypte, est le 3^{ème} dans pays dans ce classement, il a gardé presque le même classement de 2012 qui était 93^e, en passant à la 94^e position en 2020, selon le rapport de la banque

mondiale, l'enregistrement des biens est plus difficile en Egypte, à cause de l'augmentation du coût de la vérification et de la ratification d'un contrat de vente (**Doing Business, 2018**), ce qui rend le transfert de propriété plus au moins compliqué. L'Algérie de sa part, a connu une stagnation au niveau de son classement, il a passé de la 167^e à la 165^e place entre 2012 et 2020 (en gagnant 2 places), le transfert de propriété dans ce pays est difficile. En effet, le nombre des procédures à effectuer pour un transfert de propriété d'une entreprise à une autre est de 10 (4 pour la Tunisie et 6 pour le Maroc), le délai est aussi long, il est de 55 jours (20,5 au Maroc, 39 en Tunisie) ... (**Doing Business 2019**).

2.5. L'indicateur « Obtention de prêts » :

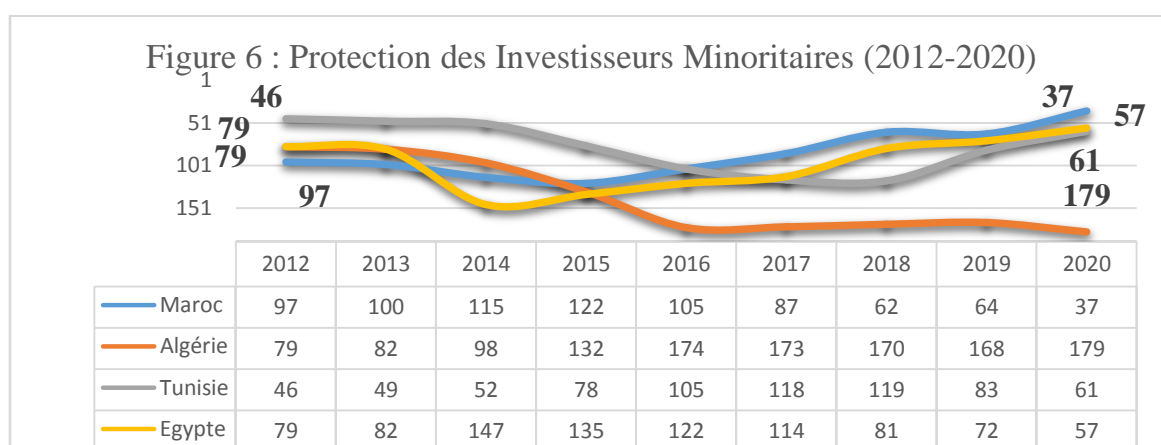


Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

L'octroi des crédits pour les entreprises et surtout les TPME constitue l'un des obstacles majeurs qui empêchent le développement de ces dernières dans les pays en développement. Dans ce sillage, les pays de l'Afrique du Nord affichent des résultats très modestes et très éloignés du podium dans l'indicateur de l'obtention de prêts. À l'exception de l'Egypte qui a amélioré sa position entre 2012 et 2020 (passant de la 78^e à la 67^e place, et c'est le seul pays qui figure parmi les 100 premiers), ce résultat est dû principalement à la promulgation d'une loi sur les sûretés mobilières (**Doing business, 2019**), cette loi permettra aux entreprises de renforcer leurs capacités pour l'octroi des crédits. Dans le même sens, le Maroc a adopté en avril 2019 la loi n° 21-18 relative aux sûretés mobilières, cette loi envisage la création d'un

registre électronique national des nantissements⁴. La mise en place de ce registre va d'une part, favoriser l'accès au crédit pour les TPME, et permettre au Maroc d'améliorer son classement au niveau de cet indicateur, d'autres part. La Tunisie de sa part, est classée 104^e après avoir été 98^e en 2012, elle est mieux que le Maroc et derrière l'Égypte, ce classement signifie qu'elle doit fournir des efforts de plus en matière de protection juridique des prêteurs et des emprunteurs ainsi que le reportage des informations sur le crédit. Concernant l'Algérie, il a perdu 31 places entre 2012 et 2020, c'est le dernier parmi les 4 pays, et c'est celui qui doit fournir des efforts considérables dans le domaine juridique et financier pour se hisser dans le classement.

2.6. L'indicateur « Protection des Investisseurs Minoritaires » :



Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

Après avoir été le moins classé au niveau de cet indicateur parmi les 4 pays précités, et ce depuis 2012, le Maroc a grimpé 60 places pour qu'il occupe le 37^e rang mondial dans le rapport de 2020 (le premier en Afrique du Nord), les principales réformes qui ont abouti à ce classement sont d'ordre juridique, il s'agit notamment de la réforme de la loi sur la société Anonyme et de la loi sur la société à responsabilité limitée⁵. De sa part, la Tunisie a été

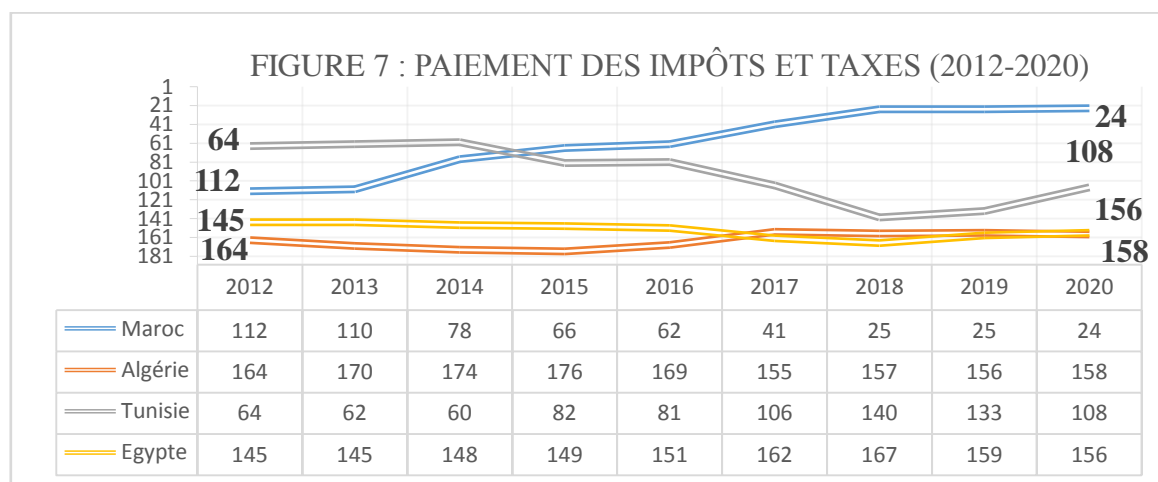
⁴ Ce registre a pour mission d'informer les autres créanciers sur les inscriptions faites sur le bien mobilier donné en garantie et de fixer le rang des bénéficiaires d'un droit sur ce bien, ainsi, Il permet aussi de centraliser les données des biens nantis. Journal lesec : <http://www.lesec.ma/~lesechos/derniere-minute/81689-suretes-mobilieres-le-registre-national-prevu-fin-decembre.html> Consulté le 29/10/2019

⁵ Les réformes de la loi N° 17.95 relative aux sociétés anonymes et de la loi N° 5.96 sur la société en nom collectif, la société en commandite simple, la société en commandite par actions, la société à responsabilité limitée et la société en participation ont permis de renforcer la protection des investisseurs minoritaires et

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

première en Afrique du Nord en 2012 (46^e mondial), et a régressé vers la 119^e place en 2018, après cette régression, elle a essayé de fournir quelques efforts pour améliorer son classement, nous pouvons citer entre autres, l'exigence de la divulgation des informations relatives aux mandats d'administrateur... (**Doing Business, 2019**). Concernant l'Égypte, il est devenu 2^{ème} en Afrique du Nord et 57^e mondial, c'est le pays, parmi ces 4 pays, qui a effectué le plus grand nombre de réformes selon les rapports de la banque mondiale (**Doing Business 2015 ; 2016 ; 2017 ; 2018 ; 2019 ; 2020**). En effet, il a introduit des exigences supplémentaires en matière d'approbation des opérations entre les parties prenantes, l'interdiction aux filiales d'acquérir des actions émises par leur société mère, le renforcement des droits des actionnaires et de leur rôle dans la prise des décisions stratégiques au sein des entreprises, l'amélioration de la transparence des entreprises et enfin l'exigence de l'approbation des actionnaires lorsque les sociétés cotées en bourse émettent de nouvelles actions. L'Algérie est en bas du classement au niveau de cet indicateur, parmi les pays objet de notre étude, ainsi, il occupe la 179^e place (**Doing Business 2020**) après avoir enregistré le même classement que l'Égypte en 2012 (79^e mondial).

2.7. L'indicateur « Paiement des impôts et taxes » :



Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

d'établir le principe de transparence et de bonne gouvernance fondé sur les normes internationales dans ce domaine (Communiqué de Presse, Département du Chef du gouvernement) :

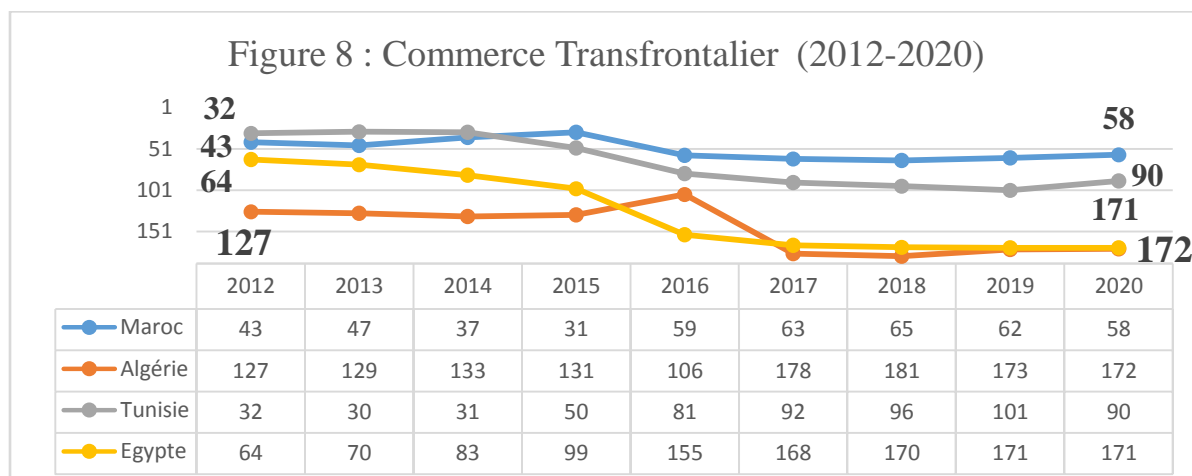
Maghreb Arabe Presse (MAP) : <http://www.mapexpress.ma/actualite/economie-et-finance/classement-doing-business-2020-maroc-realise-bond-7-places-atteindre-53eme-place-mondiale/> consulté le 27/10/19

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

Le Maroc est de loin le premier en Afrique du Nord au niveau de cet indicateur. En effet, il a passé de la 112^{ème} place en 2012 à la 24^{ème} place (en gagnant 88 places), ce classement est le résultat d'un ensemble de mesures successives, notamment : l'allègement du fardeau administratif pour le paiement des impôts, la mise en place de la plateforme électronique de dépôt et de paiement de l'IS, l'IR et la TVA, ce qui a facilité la tâche pour les entreprises. Et enfin, la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés par l'adoption d'un système progressif d'imposition (**Doing Business 2012 ; 2014 ; 2016 ; 2018 ; 2020**). Ainsi, La Tunisie, qui a été première en 2012 (64^{ème} mondial), et après une stagnation au niveau du classement jusqu'à 2014 et une faible baisse jusqu'à 2016, elle a perdu 59 places en 2018 par rapport à 2016, cette baisse est dû à l'introduction d'une nouvelle contribution exceptionnelle au titre de l'impôt sur les sociétés, ce qui a rendu le paiement des impôts plus ou moins coûteux. Après cette chute, les autorités publiques tunisiennes ont décidé d'arrêter cette contribution exceptionnelle (introduite en 2016), et de faciliter le paiement des impôts et taxes par la mise en place d'un audit fiscal basé sur la gestion du risque (**Doing business 2018 ; 2019 ; 2020**). Ces réformes ont permis à la Tunisie d'améliorer mais lentement son classement, en effet, elle a gagné 32 places dans le rapport de 2020 par rapport à celui de 2018 pour se situer à la 108^e place. Pour l'Algérie et l'Egypte, ce sont les derniers au niveau de cet indicateur parmi les 4 pays, il est à noter que l'Egypte a gagné 3 places entre le rapport de 2019 et celui de 2020 à travers la mise en place d'un système en ligne de paiement et de déclaration de l'impôt sur les sociétés et la TVA.

2.8. L'indicateur « Commerce transfrontalier » :



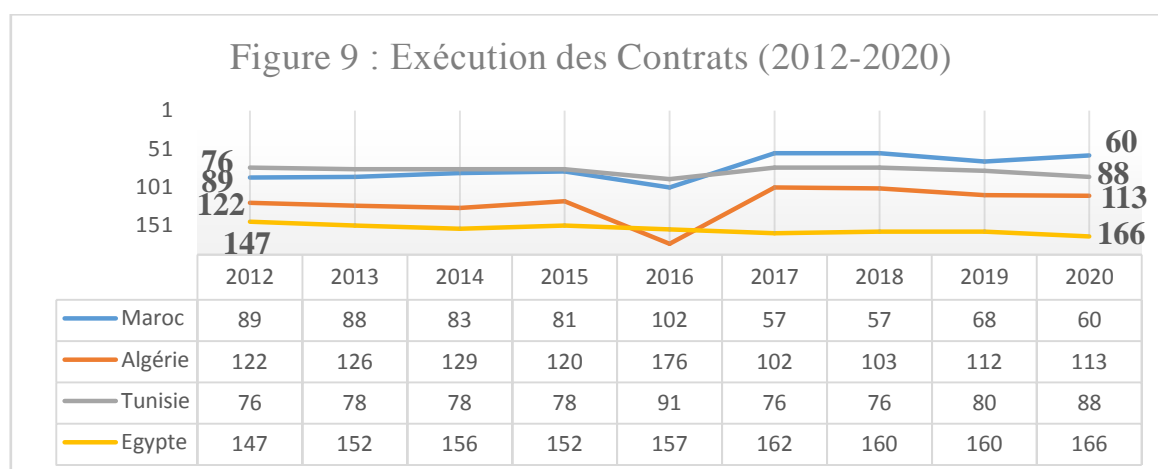
Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

L'indicateur du commerce transfrontalier, reflète l'intégration des pays dans le commerce international et dans les chaînes de valeur mondiales, en mettant l'accent sur le coût et les délais des importations et des exportations.

Les pays de l'Afrique du Nord ont tous connu une régression entre 2012 et 2020. En effet, l'Egypte qui a connu la plus grande chute parmi les 4 pays, en perdant 107 places entre 2012 et 2020 (de 64^e à la 171^e place), avec une quasi-stagnation depuis 2017, a rendu le commerce transfrontalier de plus en plus difficile en complexifiant le processus d'obtention et de traitement des documents avec l'imposition d'un plafond aux dépôts et retraits en devises pour effectuer les opérations d'importation (**Doing Business, 2017**). Dans le sens opposé, le Maroc et malgré son recul en 2020 par rapport à 2012, il a progressé par rapport à 2019 en gagnant 4 places, il est devenu 58^e mondial, avec ce classement, c'est le premier actuellement en Afrique du Nord pour cet indicateur. Le rapport de la banque mondiale, a noté que cette amélioration est le fruit de la mise en place du paiement électronique des droits portuaires, ainsi que du passage aux procédures de dédouanement de marchandises sans papiers et enfin, le prolongement des heures de travail dans les ports, ces mesures, ont permis au Maroc d'accélérer le commerce transfrontalier (**Doing business, 2020**). Concernant le classement le plus élevé durant la période 2012-2020, il est enregistré en 2013 par la Tunisie (30^{ème} mondial), cette dernière a enregistré une très bonne performance pour cet indicateur (en 2013), notamment avec un délai moyen d'exportation de 13 jours (pour l'importation, c'est 17 jours) et un coût moyen d'exportation de 773 dollars par conteneur (858 dollars pour

l'importation) ... (Doing Business, 2013), son recul a commencé à partir de 2014 en raison de l'insuffisance de l'espace des terminaux et la détérioration des infrastructures portuaires (Doing Business, 2015). Cependant, la dernière place dans le commerce transfrontalier dans les 4 pays est conservée par l'Algérie (172^e mondial) malgré la facilitation de l'importation grâce à l'introduction des inspections conjointes entre les agences de contrôle, il reste très éloigné par rapport aux premiers pays en ce qui concerne les coûts et les délais relatifs au processus d'exportation et d'importation des marchandises (Doing Business, 2019).

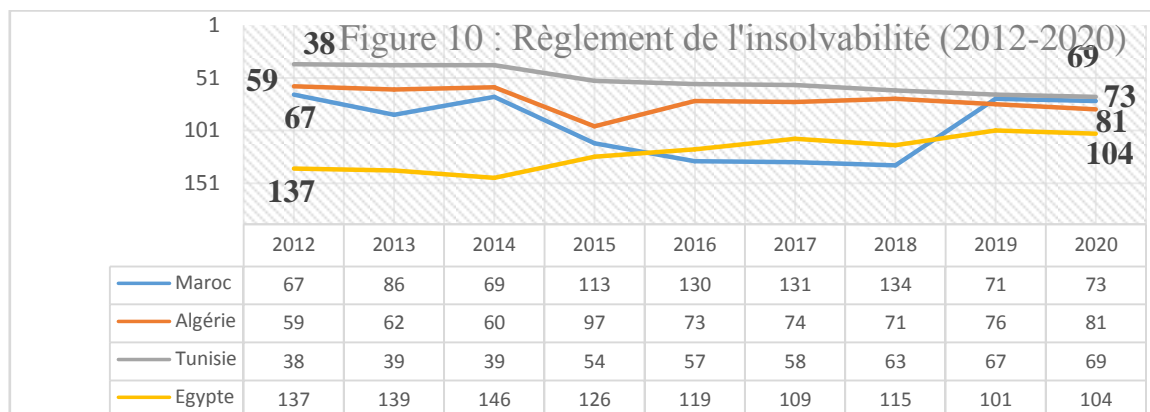
2.9. L'indicateur « Exécution des contrats » :



Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

En termes d'exécution des contrats, le Maroc est le mieux classé parmi les pays de l'Afrique du Nord (après avoir été le deuxième en 2012 derrière la Tunisie). D'ailleurs, il est 60^e mondialement, ce classement est le résultat de la mise en place d'un système automatisé pour l'attribution des affaires d'une manière aléatoire aux juges, ainsi que la publication des rapports sur les performances des tribunaux (Doing Business, 2020), notons que son meilleur classement fut enregistré en 2017 et 2018 (57^e). Quant à l'Egypte, il est mal classé au niveau de cet indicateur, il a même reculé en passant de la 147^e place à la 166^e place, cela implique que la résolution d'un litige commercial prend beaucoup de temps avec un coût plus ou moins élevé, en plus de la faible qualité du système judiciaire. La Tunisie a reculé aussi, mais avec un degré moindre par rapport à l'Egypte (76^e en 2012 à 88^e en 2020). Concernant l'Algérie, et après une chute en 2016 (176^e mondial), il a essayé de progresser pour qu'il atteigne en 2020 la 113^e place.

2.10. L'indicateur « Règlement de l'insolvabilité » :

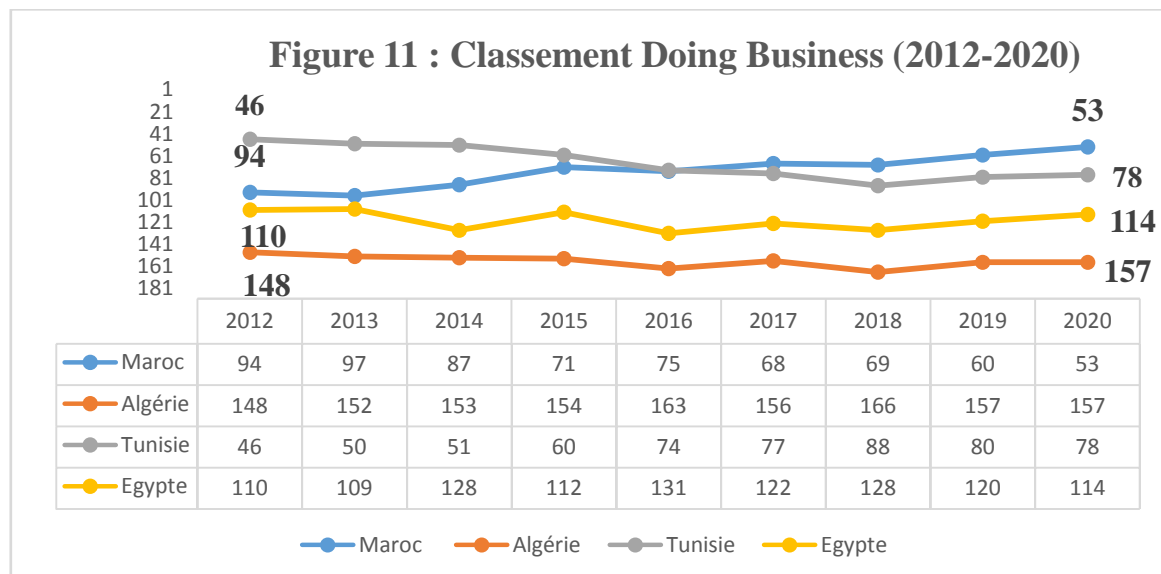


Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

L'année 2012 a connu, pour la première fois, l'introduction de l'indicateur « Règlement de l'insolvabilité » dans le rapport Doing Business.

À l'exception de l'Egypte qui a progressé entre 2012 et 2020, passant de 137^e au 104^e place (malgré cette progression, il reste le dernier au niveau de cet indicateur parmi les 4 pays de notre étude), les autres pays à savoir le Maroc (de 67^e à la 73^e place), la Tunisie (de 38^e à la 69^e place) et l'Algérie (de 59^e à la 81^e place) ont reculé durant cette période. Ainsi, La Tunisie, ayant des meilleurs résultats au niveau de cet indicateur, elle a réalisé le meilleur classement en 2012 (38^e mondial), grâce à un délai moyen des procédures d'insolvabilité des entreprises nationales de 1,3 années (1,8 au Maroc, 4,2 en Egypte et 2,5 en Algérie), un coût de 7% (18% pour le Maroc, 22% pour l'Egypte et 7% pour l'Algérie) sur l'ensemble des biens de l'entreprise, et un taux de recouvrement de 52,2 centimes sur le dollar (38.3 au Maroc, 17.7 en Egypte, 41.7 en Algérie).

3. Le Classement Général des Pays de l'Afrique du Nord :



Source : élaboration des auteurs sur la base des rapports Doing Business 2012 → 2020 de la Banque Mondiale

Dans le classement général « Doing Business », nous constatons que le Maroc est champion de l'Afrique du Nord (53^e mondial), ainsi, et selon le rapport de 2020, il est le 3^e au niveau du continent Africain, derrière les îles Maurice (13^e mondial) et le Rwanda (38^e mondial), c'est le 3^e aussi dans la région MENA derrière les Émirats arabes unis (16^e) et le Bahreïn (43^e), il a gagné 41 places par rapport à 2012, ce classement est le résultat de multiples réformes introduites sur l'ensemble des indicateurs de ce rapport comme nous avons déjà expliqué auparavant. Derrière le Maroc, il y a la Tunisie, cette dernière est classée 78^e mondial, 4^e au niveau africain et 8^e dans la région MENA, à l'opposé du Maroc, la Tunisie a perdu 32 places par rapport à 2012, c.-à-d. qu'il faudra des efforts de plus pour améliorer son classement. La troisième place en Afrique du Nord revient à l'Egypte, il est 114^e mondial, 14^e en Afrique et 11^e dans la région MENA, il a aussi perdu 4 places par rapport à 2012. C'est le même cas pour l'Algérie qui a perdu 9 places, en effet, il est 157^e mondial (la dernière parmi les 4 pays). Les autorités algériennes et égyptiennes doivent effectuer de profondes réformes pour au moins s'aligner avec ces voisins tunisiens et marocains, et par conséquent avoir une région avec un même climat des affaires et plus attrayant pour les IDE et proposer un environnement sain pour les entreprises et surtout les TPME qui constituent la majorité du tissu productif dans ces pays.

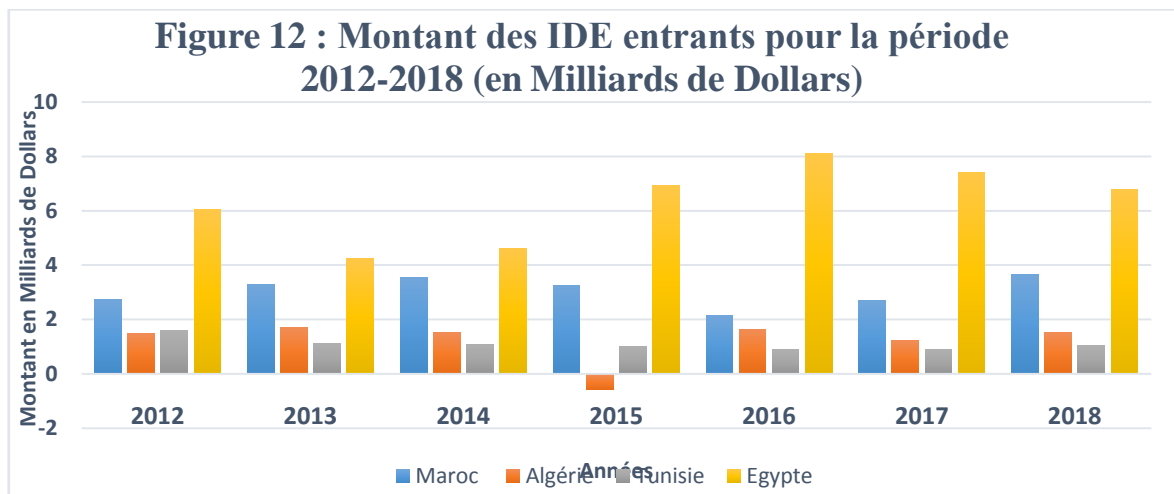
4. Attractivité des IDE et Climat des Affaires : Quelle interaction ?

Dans le cadre de la relation qui existe entre l'attractivité des IDE et le climat des affaires (notamment sur la base du classement DB), plusieurs études ont montré l'impact positif et significatif entre les deux. En fait, et comme résultat initial, un pays qui a de bons indicateurs « Doing Business » attire davantage les IDE (**Bayraktar, 2013**).

Beaucoup d'auteurs s'y sont consacrés et ont contribué à l'enrichissement de cette littérature, à savoir l'attractivité des IDE et le climat des affaires. Précisément, (**Azman-Saini et al., 2010**), ont essayé d'examiner le lien qui existe entre la liberté économique, l'IDE et la croissance économique dans un échantillon de 85 pays (y compris le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte) pour la période 1976-2004, et ils ont trouvé que les pays qui ont une liberté économique tirent profit des retombées positives des IDE. De même, (**El Moutaoukil & Sadik, 2019**) et sur un échantillon de 46 PED (dont 6 pays de la région MENA), ont trouvé que les facteurs institutionnels notamment ceux liés aux libertés économiques sont des déterminants de l'attractivité des IDE. Ainsi, (**Bénassy-Quéré et al. 2005 ; Uddin et al. 2019**) ont utilisé certains indicateurs de Doing business, comme la facilité de création d'une entreprise, droit des contrats, droit de propriété, liberté de commerce international..., pour démontrer le rôle que joue les institutions dans l'attractivité des IDE, et ils ont constaté que ces facteurs ont un impact significatif sur cette dernière et par conséquent les bonnes institutions stimulent l'investissement. D'autres auteurs comme (**Moussa et al. 2016**), ont utilisé l'indice de liberté économique pour identifier l'impact de la liberté économique sur les flux d'IDE pour un échantillon de 156 pays, et ils ont trouvé de leurs parts que cet indice a un impact positif sur l'attractivité des IDE. Pour (**Toufik et al. 2019**), ils ont essayé de tester la liaison entre les investissements directs étrangers et la dynamique entrepreneuriale au Maroc en utilisant des informations qui découlent des rapports Doing Business (pour la période 2004-2014)⁶, ainsi, ils ont trouvé que les IDE sont influencés uniquement par le nombre de jours nécessaires pour l'enregistrement des entreprises et que l'environnement législatif relatif aux procédures de lancement et de démarrage des entreprises joue un rôle décisif dans l'acte

⁶ Les variables utilisées sont les suivantes : flux d'IDE entrants, nombre d'entreprises créées, start-up time, start-up regulation, frais de dépôt, frais de dossier

d'entreprendre au Maroc. Enfin, (Gouenet & Nguena, 2014) ont trouvé pour le cas du Cameroun que l'instabilité socio-politique influence négativement le climat des affaires et les flux entrants d'IDE.



Source : élaboration des auteurs à partir des données de la CNUCED et du World Investment report 2018 (CNUCED)

En ce qui concerne l'état des lieux de l'attractivité des IDE dans le cas des pays de l'Afrique du Nord (Figure 12), nous constatons que l'Egypte (de 2012 à 2018) est le pays le plus attractif pour les IDE. En effet, en 2018, il a enregistré une entrée des flux de 6,798 Milliards de dollars (MM\$) pour se positionner comme le premier destinataire des IDE en Afrique du Nord et en Afrique malgré une baisse d'environ 8% par rapport à 2017 (7,409 MM\$). Le Maroc de sa part, et durant toute la période objet de l'étude, a gardé sa position comme deuxième pays le plus attractif des IDE, il a enregistré en 2018 une entrée de 3,64 MM\$ (soit une augmentation de 38% par rapport à 2017), c'est la valeur la plus élevée dans l'histoire du Maroc en termes de flux entrants d'IDE. Pour le cas de la Tunisie et l'Algérie, les flux d'IDE vers ces deux pays restent plus ou moins faibles par rapport aux deux premiers pays. Pour la Tunisie, ces flux ont passé de 1,603 MM\$ en 2012 à 1,036 MM\$ soit une baisse de 54,7%, ces chiffres placent la Tunisie comme la quatrième destination des IDE en Afrique du Nord. Concernant l'Algérie, et après une chute en 2015, il revient pour maintenir le même rythme d'entrée des IDE qu'il a enregistré avant cette année. En 2018, il a enregistré une entrée de 1,506 MM\$, avec ce chiffre, le pays est la troisième destination d'IDE en Afrique du Nord (CNUCED, 2018).

Après avoir examiné l'état des lieux de l'attractivité des IDE en Afrique du Nord, nous remarquons une certaine contradiction entre le classement du climat des affaires, et le montant des IDE entrants. En effet, le Maroc qui est le premier en termes du climat des affaires (53^{ème} Mondial), la Tunisie (78^{ème} Mondial) qui est la deuxième, sont classés derrière l'Egypte (114^{ème} mondial) en termes d'entrée des IDE (**Doing Business, 2020 ; CNUCED, 2018**), nous constatons donc, que le climat des affaires dans ces pays à lui seul ne peut pas être un facteur déterminant pour l'attractivité des IDE, un constat pareil pour les pays du BRIC⁷ (**Bayraktar, 2013**), selon cet auteur, il est nécessaire d'étudier d'une manière séparée le lien qui existe entre le climat des affaires et l'entrée des IDE dans les pays développés et les pays en développement. De même, (**Alouache & Ait Taleb, 2017**), ont trouvé que l'évolution dans le classement Doing Business n'a pas d'influence sur l'évolution du flux d'IDE entrants en Algérie.

Donc nous pouvons dire que l'entrée des IDE dans les pays de l'Afrique du Nord est influencée par d'autres facteurs autres que le classement DOING Business (sans négliger le rôle primordial que joue ce dernier), comme les déterminants dites « classiques » des IDE à savoir le coût de la main d'œuvre, la taille du marché et la disponibilité de la main d'œuvre. L'Egypte peut être le bon exemple dans ce sens. En 2018, le pays fut classé premier en Afrique du Nord et en Afrique en général en termes d'attractivité des IDE, sans pour autant présenter de bonnes performances en termes du climat des affaires, ainsi sa population qui atteint les 100 millions d'habitants⁸ et sa situation géographique pourraient être des facteurs explicatifs, sans oublier le rôle que jouent les considérations politiques et géopolitiques qui caractérisent les pays investisseurs et les pays hôtes d'investissement.

Conclusion :

À travers notre analyse des indicateurs « Doing Business » portant sur les pays de l'Afrique du Nord, établis par la Banque Mondiale, nous avons constaté que le Maroc et la Tunisie ont un climat des affaires plus ou moins favorable aux investissements par rapport à l'Algérie et à l'Egypte qui sont invités à introduire plus de réformes pour améliorer leur climat des affaires.

⁷ Actuellement c'est le groupement des pays du BRICS, Il regroupe : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique de Sud.

⁸ <https://countrymeters.info/fr/Egypt> consulté le 25/10/2019 22h54

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

Ainsi, l'Afrique du Nord, est considérée parmi les régions les plus attractives des IDE en Afrique, cependant, le degré d'attractivité diffère d'un pays à autre dans cette même zone géographique.

Nous avons vu que l'Égypte est le pays le plus attractif des IDE dans la région malgré son modeste classement au niveau du rapport « Doing Business ». Ce constat montre que le climat des affaires dans cette région, à lui seul, ne peut pas déterminer le degré d'attractivité des IDE, mais il reste un facteur parmi d'autres. Enfin, les pays de l'Afrique du Nord sont appelés tous à améliorer davantage leurs performances en termes du climat des affaires, notamment à travers un engagement de l'ensemble des parties prenantes (Etat, secteur privé, citoyens...), une lutte contre toute forme de bureaucratie et de corruption, et une utilisation des avancées technologiques au service de l'administration publique, le tout dans un cadre de bonne gouvernance.

Références bibliographiques:

Agence Maghreb Arabe Presse (2019). Site officiel (date de consultation : 27/10/ 2019) :

<http://www.mapexpress.ma/actualite/economie-et-finance/classement-doing-business-2020-maroc-realise-bond-7-places-atteindre-53eme-place-mondiale/>

Agence Marocaine de Développement des Investissements (2019). Site officiel (date de consultation 30/10/2019) : <http://www.invest.gov.ma/?lang=fr&Id=86>

Alouache O. & Ait Taleb A. (2017). Climat des affaires et flux entrants d'IDE en Algérie : évolution et causalité, Revue Mâaref, 12ème Année -N° 22, Juin.

Azman-Saini, W.N.W., Baharumshah, A. Z., Law, S. H. (2010). Foreign direct investment, economicfreedom and economicgrowth : International evidence, EconomicModelling 27 (2010) 1079–1089.

Banque mondiale (2019). Doing Business, site officiel (date de consultation : 08/10/2019) : <https://francais.doingbusiness.org/fr/>

Banque mondiale (2005). Rapport sur le développement dans le monde, Un meilleur climat de l'investissement pour tous.

- Bayraktar N. (2013). Foreign Direct investment and Investment Climate, *Procedia Economics and Finance* 5 (2013) 83 – 92.
- Bénassy-Quéré, A., Coupet, M., & Mayer, T. (2005). Institutional Determinants of Foreign Direct Investment, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), No 2005 – 05, April.
- Comité National dédié à l'Amélioration de l'Environnement des Affaires -CNAEA- (2019). site officiel (date de consultation : 30/10/2019) : <http://www.climatdesaffaires.dz/spip.php?article18>
- Country Meters website (2019). (date de consultation : 25/10/2019) : <https://countrymeters.info/fr/Egypt>
- CNUCED, (2018). World Investment report 2018
- CNUCED (2019). Base de données statistiques (date de consultation 31/10/2019) : <http://unctadstat.unctad.org/>
- Conroy T., Deller S., Tsvetkova A. (2016). Regional business climate and interstate manufacturing relocation decisions, *Regional Science and Urban Economics* 60 (2016) 155–168.
- Elmoutaoukil, A. & Sadik, A. (2019), Les déterminants de l'investissement direct étranger (IDE) : Quelle place pour les facteurs institutionnels ? Etude empirique sur la base des données de Panel portant sur un échantillon de 46 pays en voie de développement, *Dossiers de Recherches en Economie et Gestion Dossier N°7 : Mars 2019, Maroc*.
- Fonds Monétaire International -FMI- (2019). Site officiel (date de consultation : 28/12/2018) : <http://www.imf.org/external/np/exr/glossary/showTerm.asp#89>
- Gouenet, R. M. & Nguena, C. L. (2014), “Instabilité socio-politique et attractivité des Investissements Directs Etrangers (IDE) au Cameroun”, AAYE PR Working Paper Series, N°06, Association of African Young Economists, Octobre 2014.

Initiative Egyptienne de la réforme de l'Environnement des affaires -ERRADA- (2019). Site officiel (date de consultation : 30/10/2019) :

http://www.errada.gov.eg/index.php?op=about_us

Journal « les inspirations éco » (2019). (date de consultation : 29/10/2019) :

<http://www.leseco.ma/~lesechos/derniere-minute/81689-suretes-mobilières-le-registre-national-prevu-fin-decembre.html>

Lam'hammdi H., Makhtari M. (2018). Les Déterminants des Investissements Directs Etrangers au Maroc : Une analyse par l'approche ARDL pour la période (1980-2017), Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, Numéro 7 : Décembre 2018, Maroc.

Malek N., Bouzida Z. & Dahlab A. (2018). Etude Analytique Du Climat Des Affaires En Algérie : appréciation à Travers Les Indicateurs De Doing Business 2016 et 2017, Revue Cahiers Economiques, Volume : 10 – Numéro : 02 (2018), P : 533-544.

Moussa, M., Çaha, H., Karagöz, M. (2016). Review of Economic Freedom Impact on FDI : New Evidence from Fragile and Conflict Countries, Procedia Economics and Finance 38 (2016) 163 – 173.

OCDE, (2008). Glossaire de l'investissement direct international, QUATRIÈME ÉDITION, page : 266.

TOUFIK S., DINIA, M., AIT SAYAD K., ARKHIS M.A. (2019). Existe-t-il une liaison entre les investissements directs étrangers et la dynamique entrepreneuriale pour le cas du Maroc ?, Revue Marocaine de la Prospective en Sciences de Gestion, No 2 (2019).

Uddin, M., Chowdhury, A., Zafar, S., Shafique, S., Liu, J. (2019). Institutional determinants of inward FDI : Evidence from Pakistan, International Business Review 28 (2019) 344 – 358.

World Bank Group (2011). Doing Business 2012, Washington, DC 20433

World Bank Group (2012). Doing Business 2013, Washington, DC 20433

World Bank Group (2013). Doing Business 2014, Washington, DC 20433

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

World Bank Group (2014). Doing Business 2015, Washington, DC 20433

World Bank Group (2015). Doing Business 2016, Washington, DC 20433

World Bank Group (2016). Doing Business 2017, Washington, DC 20433

World Bank Group (2017). Doing Business 2018, Washington, DC 20433

World Bank Group (2018). Doing Business 2019, Washington, DC 20433

World Bank Group (2019). Doing Business 2020, Washington, DC 20433.